



Pièces à fournir pour l'inscription

SAISON 2020 / 2021

Renouvellement Joueur / Dirigeant

Nouveau Joueur / nouveau Dirigeant (non licencié 2019/2020)

OPTION DEMATERIALISATION

- Un dossier renseignement club papier vous est fourni. Vous devez le remplir en **renseignant obligatoirement une adresse mail**.
- Dématérialisation de la demande disponible à partir du 08 juin 2020, le club par le biais de son logiciel Footclub, vous transmet un mail d'inscription FFF en ligne à partir du moment où vous avez ramené votre dossier. Pour le remplir il suffit de suivre les étapes comme n'importe quel autre formulaire en ligne de scanner et joindre les pièces demandées (**photo, certificat médical ou questionnaire de santé si certificat encore valide - de trois ans 2018/2019**).
- **Joueur ou Dirigeant non licencié pour la saison 2019/2020 remplir le dossier club et faire remplir le certificat médical joint (ne pas tenir compte du questionnaire de santé) et le rapporter.**
- Règlement par cheque, en ligne par la dématérialisation ou en espèce.
- **Modalité de règlement par chèque** : 1 chèque, 2 chèques ou trois chèques, les encaissements se feront 5 septembre, 5 novembre et 5 décembre.
- **Modalité règlement en ligne par la dématérialisation** : 1 fois, 2 fois, 3 fois, 1^{er} prélèvement à l'inscription puis tout les 15 du mois

La licence ne sera pas validée tant que la cotisation n'est pas à jour.

- Remise plusieurs licences

Première licence tarif normal en prenant le prix de la licence la plus élevée

Deuxième licence 20% de remise

Troisième licence 40% de remise

**SEULS LES DOSSIERS COMPLETS FERONT
L'OBJET D'UNE DEMANDE DE LICENCE.**

C' CHARTRES FOOTBALL
TARIFS LICENCES 2020-2021

		CATEGORIES	COTISATION 2020-2021
FOOT A 5			
U6	2015	Déb 1	105,00 €
U7	2014	Déb 2	105,00 €
U8	2013	Déb 3	105,00 €
U9	2012	Pous 1	105,00 €
FOOT A 8			
U10	2011	Pous 2	115,00 €
U11	2010	Benj 1	115,00 €
U12	2009	Benj 2	115,00 €
U13	2008	12 Ans	115,00 €
FOOT A 11			
U14	2007	13 Ans	130,00 €
U15	2006	14 Ans	130,00 €
U16	2005	15 Ans	130,00 €
U17	2004	16 Ans	130,00 €
U18	2003	17 Ans	130,00 €
U19	2002	18 Ans	130,00 €
U20 à seniors	2001 et +		145,00 €
Vétérans			145,00 €
Futsal seniors			145,00 €
Futsal U18/U19			130,00 €
Féminines			
		U6 à U13	105,00 €
		U14 à U19	115,00 €
		Seniors	130,00 €
		DIRIGEANTS	20,00 €
		ARBITRES	0,00 €
		EDUCATEURS	20,00 €



COLLER
UNE
PHOTO
ICI

FICHE D'INSCRIPTION SAISON 2020 / 2021.

NOM : PRENOM :

Né le : / / à : Nationalité :

Adresse :

Ville : Code Postal :

N° de Tél.(perso.) : N° de Tél.(port.) :

**Adresse Email obligatoire des parents pour les mineurs et de
chaque licencié pour envoi document dématérialisation licence :**

.....@.....

Catégorie : Pointure : Taille Survêtement : Droitier / Gaucher

Taille gants de gardien :

Profession (Majeurs) : N° de Tél. (prof.) :

Numéro de sécurité sociale (Majeurs) :

Le paiement de la licence pourra être régularisé par échelonnement en chèques dont les encaissements se feront le 5 de chaque mois. A partir du moment où le licencié paie par échelonnement, il devra signer une reconnaissance de dette et pourra recevoir son pack d'équipement.

La date limite de paiement sera le 31 octobre 2020.

Spécifique pour les licenciés Mineurs Responsables de l'enfant

PERE : Nom : Prénom : Profession :

N° de Tél. (prof.) : N° de Tél.(port.) :

MERE : Nom : Prénom : Profession :

N° de Tél. (prof.) : N° de Tél. (port.) :

Situation de Famille :

Disponibilité des parents : Mercredi après-midi : Samedi : AM.....PM.....

Niveau scolaire : Ecole :

SAISON 2020 / 2021.

NOM : PRENOM :

Autorisation parentale (Mineurs)

Nous, soussignés, Monsieur et/ou Madame.....autorisons notre enfant.....à participer aux activités organisées par le C' Chartres Football pour la saison 2020/2021. Nous autorisons, en cas de nécessité, à faire donner tous les soins urgents ou, à faire pratiquer toutes interventions chirurgicales à notre enfant.

Nous veillerons à ne pas laisser notre enfant se rendre ou quitter seul les activités, à défaut nous en assumons la responsabilité.

Signatures des parents.

Règlement intérieur (Mineurs)

Nous, soussignés Monsieur et/ou Madame représentants légaux de licencié au C'Chartres Football pour la saison 2020/2021, certifions avoir pris connaissance du règlement intérieur (afficher au siège du club) et nous engageons à le respecter.

Signatures des parents

Signature du licencié.

Autorisation de diffusion de photos sur le site Internet du C'CF. (Mineurs)

Nous, soussignés Monsieur et/ou Madame représentants légaux de licencié au C'Chartres Football pour la saison 2020/2021, autorisons le

C'Chartres Football à diffuser sur son site Internet (c-chartresfootball.com) et sur sa page Facebook et des photos et articles, concernant notre enfant, réalisés dans le cadre de sa participation aux activités de l'association.

Signatures des parents.

Autorisation de diffusion de photos sur le site Internet du C'CF. (Majeurs)

Je, soussigné,..... licencié au C'Chartres Football pour la saison 2020/2021, autorise le C'Chartres Football de diffuser sur son site Internet (c-chartresfootball.com) et sur sa page facebook des photos et articles, me concernant, réalisés dans le cadre de ma participation aux activités de l'association.

Signature du licencié

NOTICE D'ASSURANCE LIGUE CENTRE-VAL DE LOIRE (saison sportive 2020 / 2021) (document non contractuel)



Pour tous renseignements, contactez :
MUTUELLE DES SPORTIFS (MDS) - 2/4 rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16
 ☎ : 01 53 04 86 16 (☎ en cas d'accident : 01 53 04 86 20) / 📠 : 01 53 04 86 87 / ✉ : contact@grpmds.com



Groupama
 PARIS VAL DE LOIRE



Ce document n'est qu'un résumé des contrats d'assurance visés ci-après. Il n'est par conséquent pas contractuel.

Des notices d'information détaillées sont téléchargeables sur le site Internet de la Ligue Centre-Val de Loire www.centre-ff.fr

Ce document n'engage pas la responsabilité de MDS CONSEIL, GROUPAMA, MUTUELLE DES SPORTIFS et LIGUE CENTRE-VAL DE LOIRE au-delà des limites des contrats précités.

ASSURES : • Les licenciés à titre amateur de la Ligue, pratiquant les activités définies ci-dessous, résidant en France et dans les Principautés d'Andorre et de Monaco. • Les pratiquants licenciés à titre amateur résidant hors de France ou d'Andorre et Monaco, ne sont assurés que si les activités visées ci-dessous sont pratiquées dans les pays visés ci-dessus et sous l'autorité de la Ligue, ses districts, ses clubs, groupements ou associations affiliés. • Au titre de l'assurance Responsabilité Civile. Les membres de la famille des licenciés et les invités participant aux activités extra sportives à caractère privé et exercées à titre récréatif visées ci-dessous. Les parents ou personnes civilement responsables du fait de licenciés mineurs.

ACTIVITES GARANTIES (sous réserve que ces activités soient organisées par la Ligue, ses districts, clubs, associations ou groupements affiliés) :

• Activités sportives des assureurs pratiquant le football, le futsal. • Activités physiques et sportives nécessaires à l'entraînement et à la préparation physique. • Activités des licenciés non pratiquants, notamment des dirigeants, en rapport avec l'objet de la Ligue. • Stages avec ou sans hébergement réservés aux seuls licenciés. • Sorties pour la pratique d'entraînement et d'activités physiques et sportives des licenciés. • Manifestations festives à caractère privé telles que fêtes, bals, barbecues, repas, sorties (à l'exclusion de conséquences de l'utilisation de véhicules terrestres à moteur, des manifestations organisées à des fins commerciales / des manifestations organisées au profit d'une autre association ou de toute personne morale ou physique, sauf dans le cadre du Téléthon ou autres actions humanitaires / des courses landaises et corsees). • Déplacements nécessités par les activités visées ci-dessus.

TERRITORIALITE : • Les garanties s'exercent pour les dommages survenus en France, y compris les DOM-TOM et les Principautés d'Andorre et de Monaco. Elles s'exercent également dans les autres pays du monde entier au cours d'un déplacement ou d'un séjour temporaire ne dépassant pas 90 jours, dès lors que le déplacement ou le séjour est organisé par la Ligue, ses districts, clubs, associations ou groupements affiliés et dès lors que le pays d'accueil n'est pas en état de guerre ou d'instabilité politique totale. • En ce qui concerne les sinistres survenus aux Etats-Unis d'Amérique ou au Canada, il est convenu que SONT EXCLUS DE LA GARANTIE : LES DOMMAGES INTERETS PUNITIFS OU EXEMPLAIRES (PUNITIVE DAMAGES) OU EXEMPLAIRES DAMAGES, LES DOMMAGES DE POLLUTION, LES DOMMAGES IMMATRIEL NON CONSECUTIFS.

1 / RESPONSABILITE CIVILE (résumé des principales garanties, définitions et exclusions de votre contrat n°41959610F/0001)

Contrat souscrit par la Mutuelle des Sportifs pour le compte de la Ligue Centre-Val de Loire de Football auprès de GROUPAMA PARIS VAL DE LOIRE par l'intermédiaire de MDS CONSEIL (Caisse Régionale d'Assurances Mutuelles Agréées Paris Val de Loire - 60 bd Duhamel du Monceau - CS 10909 - 45166 Olivet Cedex - Siège social : 161 avenue Paul Vaillant Couturier - 94258 Gentilly Cedex - Entreprise régie par le Code des assurances et soumise à l'Autorité de Contrôle Prudential et de Résolution située 4 place de Budapest - CS 93459 - 75436 Paris 09) // Contrat présenté par MDS CONSEIL - 43 rue Scheffer - 75116 PARIS (SASU de courtage et de Conseil au Capital de 330 144€ - SIRET 434 560 199 00029 - APE 6622Z - N° immatriculation ORIAS : 07 001 479 (www.orias.fr)) - Garantie financière et assurance de responsabilité professionnelle conformes aux articles L.500-1 et L.500-2 du code des assurances.

1 - DEFINITIONS :

• **Année d'assurance :** toute période comprise entre deux échéances annuelles consécutives. • **Domage corporel :** toute atteinte corporelle subie par une personne ainsi que les préjudices pécuniaires en résultant. • **Domage matériel :** toute dégradation, destruction d'un bien ou substance ainsi que toute atteinte physique subie par un animal. • **Domage immatériel :** tout dommage autre que corporel ou matériel et notamment tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service, rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble, ou de la perte d'un bénéfice. • **Domage immatériel consécutif :** tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance, de l'interruption d'un service ou de la perte d'un bénéfice consécutif à un dommage corporel ou matériel garanti au contrat. • **Domage immatériel non consécutif :** tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance, de l'interruption d'un service rendu ou de la perte d'un bénéfice, non consécutif à un dommage corporel ou matériel garanti au contrat. • **Franchise :** part du préjudice indiquée au tableau de montants de garanties et des franchises ou dans vos conditions personnelles et exprimée en pourcentage ou en jours ouvrés et qui reste dans tous les cas à votre charge lors du règlement d'un sinistre. • **Sinistre :** toutes les conséquences dommageables d'un événement entraînant l'application de l'une des garanties relatives aux dommages aux biens ou à un dommage corporel. Constitue un sinistre tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations. Le fait dommageable est celui qui constitue la cause générique du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique. Au titre du présent contrat, une Action de Groupe constitue une réclamation. • **Réclamation :** la mise en cause de la responsabilité de l'assuré, soit par lettre adressée à ce dernier ou à l'assureur, soit par action en justice devant une juridiction civile, commerciale, administrative ou pénale, y compris lorsque cette action en justice intervient au titre d'une Action de Groupe. • **Tier :** toute personne autre que les assurés, leurs ayants droit ou représentants légaux.

2.2 - OUTRE LES EXCLUSIONS PREVUES AUX DISPOSITIONS GENERALES, CONVENTIONS SPECIALES ET AUX CONDITIONS PARTICULIERES, SONT EXCLUS :

• Dommages causés par une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré ou de ses représentants légaux. • Dommages occasionnés par guerre étrangère ou la guerre civile. • Dommages résultant de la participation active à des attentats, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, malveillance, vandalisme. • Conséquences de la participation de l'assuré à un pari. • Astreintes et amendes y compris celles qui seraient assimilées à des réparations civiles ainsi que les frais afférents, les sanctions pénales et les sanctions pécuniaires dites « dommages punitifs ou exemplaires » prononcées à l'encontre de l'assuré. • Dommages subis par le mobilier ou les animaux dont votre Association est propriétaire ou locataire ainsi que les objets de valeur. • Les manifestations comportant l'usage de véhicules terrestres à moteur soumis à l'obligation d'assurance, de tous bateaux à voile ou à moteur de plus de 50 cv et/ou de 8 mètres de longueur et/ou dont la capacité de transport par unité dépasse 10 personnes, de tous appareils aériens, de tous manèges forains. • Dommages résultant des engagements contractés dans la mesure où ils excèdent ceux auxquels vous seriez tenu en vertu des textes légaux ou réglementaires sur la responsabilité. • Dommages résultant d'une atteinte à l'environnement ou d'un préjudice écologique qui ne trouvent pas leur origine dans des faits à la fois imprévus et involontaires.

3 - PRINCIPAUX MONTANTS DES GARANTIES ET DES FRANCHISES : Les garanties sont accordées dans la limite des sommes stipulées au tableau des limites de garanties et de franchise ci-dessous.

GARANTIES RESPONSABILITE CIVILE	MONTANTS	FRANCHISES
Tous dommages confondus : corporels, matériels et immatériels	20 000 000 € par sinistre	200 €
Dont : Dommages matériels consécutifs	5 000 000 € par sinistre	200 €
Dommages immatériels consécutifs	3 000 000 € par sinistre	200 €
Dommages immatériels non consécutifs (au titre de la RC études et conseils)	1 500 000 € par année d'assurance	200 €
DEFENSE PENALE / RECOURS	40 000 €	Seuil d'intervention en recours : 400 €

2 / INDIVIDUELLE ACCIDENT (extrait de l'Accord collectif n° 980403)

Accord collectif n° 980403 souscrit auprès de la Mutuelle des Sportifs (MDS) (2/4 rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16 - Mutuelle régie par le Code de la Mutualité et soumise aux dispositions du livre II du Code de la Mutualité. Mutuelle immatriculée au répertoire Sirene sous le numéro Sirene n° 422 801 510

Cotisation due au titre des garanties de base définies aux titres 2/ et 3/ (individuelle Accident et Assistance)

Masculin Vétérans & Seniors	4,41 €	Seniors Femmes	3,89 €	U14-U16-U18-U19 - Athlète - Dirigeant - Encadreur fédéral	2,98 €	U11-U13-U15-U17	1,11 €
Foot Loisirs - Minors	4,41 €	U19-U20-U21-U22-U23-U24	2,82 €	U13-U15-U17-U19	1,44 €	U6-U8-U9-U10-U12	1,05 €

1 - DECLARATION D'ACCIDENT - Obligations de l'assuré

Sauf cas de force majeure, tout accident doit être déclaré dans les 5 jours, soit en ligne sur le site Internet de la Ligue Centre-Val de Loire www.centre-ff.fr soit à l'aide d'un formulaire téléchargeable sur ce même site et adressé à la M.D.S. Pour faciliter et accélérer la connaissance des déclarations d'accident, la Mutuelle met à la disposition de ses adhérents un NUMERO VERT (0 800 857 857) utilisable 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Ce service ne peut se substituer en matière de preuve à l'envoi d'une déclaration écrite de sinistre, cette dernière restant en toute hypothèse obligatoire. Si l'assuré fait sciemment de fausses déclarations sur la nature et les causes, circonstances ou conséquences d'un sinistre, il est déchu de tout droit à la garantie pour ce sinistre.

2 - PRESCRIPTION

Toutes actions découlant de la présente convention sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance. Toutefois, ce délai ne court : 1°) en cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ; 2°) en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils proviennent qu'ils l'ont ignoré jusque-là. Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier. La prescription est portée à dix ans pour les garanties relatives aux accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé. La prescription peut être interrompue par : une des causes ordinaires d'interruption (Article 2244 du Code Civil) ; commandement ou saisie signifiés à celui que l'on veut empêcher de prescrire, citation en justice, même en retard, etc.), ainsi que dans les cas ci-après : désignation d'expert à la suite d'un sinistre ; envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception, par la Société à l'Assuré, en ce qui concerne le paiement de la cotisation, par l'Assuré à la Société, en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

✂ Découper suivant le pointillé

OPTIONS COMPLEMENTAIRES SPORTMUT FOOT CENTRE-VAL DE LOIRE (limite d'âge d'adhésion : 75 ans)

Soudeuse de la protection des licenciés et consciente du devoir d'information que la loi lui impose sur elle, la Ligue Centre-Val de Loire de Football a souscrit auprès de la Mutuelle des Sportifs un contrat de prévoyance « SPORTMUT FOOT » qui permet de bénéficier, au-delà du régime de base attaché à la licence, de garanties complémentaires (invalidité Permanente, Décès, Indemnités Journalières). Le licencié désireux de souscrire une garantie optionnelle devra remplir le formulaire de souscription téléchargeable sur le site Internet de la Ligue Centre-Val de Loire (ou la demande figurant au verso du présent document) et le renvoyer à la MUTUELLE DES SPORTIFS (2/4 rue Louis David - 75782 Paris cedex 16) en joignant un chèque à l'ordre de celle-ci du montant de l'option choisie. Les garanties prennent effet le lendemain de l'envoi de la demande d'adhésion.

Exemples d'options (choisissez votre option)	Décès	Invalidité	Indemnités Journalières (J)	Cotisation annuelle Joueurs, Educateur Fédéral, Moniteur & Entraîneur	Cotisation annuelle Arbitres, Dirigeants non pratiquants
(1) Formule réservée aux mineurs âgés de moins de 12 ans	N° 1	30 500 € (1)		3 € TTC	
	N° 2	15 250 € (2)	30 500 € (2)	5 € TTC	5 € TTC
(2) Seule formule pouvant être souscrite par les personnes âgées de plus de 16 ans	N° 3	30 500 €	61 000 €	9 € TTC	9 € TTC
	N° 4	30 500 €	61 000 €	16 €/ Jour	17 € TTC
	N° 5	45 750 €	91 500 €	14 € TTC	14 € TTC
(3) A compter du 4 ^{ème} jour, pendant au plus 1065 jours, dans la limite de la perte nette de revenus	N° 6	45 750 €	91 500 €	22 €/ Jour	23 € TTC
	N° 7	76 250 €	152 500 €	39 €/ Jour	43 € TTC
	N° 8			31 €/ Jour	17 € TTC

3 - DEFINITIONS

Accident : Toute atteinte corporelle décelable non intentionnelle de la part de l'assuré ou du bénéficiaire provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure et toute mort subite ne résultant pas d'un état pathologique antérieur.

Invalité Permanente Totale ou Partielle : Privation définitive de tout ou partie de ses capacités physiques ou intellectuelles. Pour l'application de cette invalidité, c'est le barème du concours médical (barème indicatif pour apprécier les déficits fonctionnels sévères utilisés en droit commun) qui sera utilisé et il ne sera tenu compte que de l'invalité fonctionnelle et en aucun cas de l'invalité professionnelle. Il ne sera pas tenu compte non plus des préjudices annexes (préjudice d'agrément, préjudice esthétique, etc.).

Incapacité Temporaire Totale de Travail : Impossibilité complète et temporaire d'exercer sa profession ou toute profession en rapport avec ses aptitudes professionnelles et rémunérations antérieures.

Principe indemnitaire : Il est rappelé que conformément à l'article 9 de la loi n° 88-1009 du 31 Décembre 1988, les remboursements ou les indemnités des frais de soins de santé occasionnés par un accident ne peuvent excéder le montant des frais restant à la charge de l'assuré après les remboursements de toute nature auxquels il a droit.

Enfants à charge : Les enfants de l'assuré ou de son conjoint lorsqu'ils sont mineurs ou majeurs de moins de 25 ans s'ils poursuivent leurs études et sont rattachés au foyer fiscal de l'assuré ou, quel que soit leur âge, s'ils sont titulaires d'un titre leur reconnaissant un taux d'invalidité au moins égal à 80 %.

4 - GARANTIES : (la M.D.S. arrête ses remboursements à la date de consolidation de l'état de santé de l'assuré)

INVALIDITE PERMANENTE (3) ACCIDENT DE SPORT (trajet exact)	1 000 000 € (capital réductible en fonction du taux d'invalidité, versé en totalité si celui-ci est supérieur à 66%) (3)
	<ul style="list-style-type: none"> Avant la consolidation, lorsqu'il est constaté par expertise médicale que suite à l'accident le blessé court le risque d'une invalidité fonctionnelle prévisible supérieure ou égale à 66%, la MDS lui verse un capital forfaitaire immédiat de 100 000 € (ce capital restant acquis en cas de rémission, si le blessé n'atteint pas à la consolidation le taux de 66%) À la consolidation et si le taux d'invalidité atteint ou excède 66%, il est versé le solde du capital revenant au blessé, soit la différence entre le capital de 1 000 000 € et le forfait immédiat de 100 000 € précédemment réglé.
	(3) En cas d'invalidité inférieure à 66%, capital versé sur la base de 92 000 € (réductible en fonction du taux d'IPP, dans les conditions prévues au contrat et rappelées sur la notice d'information téléchargeable sur le site de la Ligue)
INVALIDITE PERMANENTE (3) ACCIDENT AUTRE QU'UN DE SPORT	92 000 € pour 100% d'invalidité (capital réductible en fonction du taux d'invalidité, dans les conditions prévues au contrat et rappelées sur la notice d'information téléchargeable sur le site de la Ligue) (franchise relative 4%)
DESEB (2)	Célibataire, veuf, divorcé, sans enfant à charge : 19 820 € (**)
	Marri sans enfant à charge : 22 865 € (**)
	(**) (+ 15% par enfant à charge) (2)

Frais de soins de santé (1) Forfait journalier hospitalier	200 % base de remboursement SS Frais réels	Frais de prothèses dentaires Frais de premier appareil orthodontique Bris de lunettes ou de lentilles	245 € ident 610 € 390 €	Appareil et matériels divers (cannes, béquilles, fauteuils roulants...) Prothèses auditives	153 € 460 €
---	---	--	-------------------------------	--	----------------

CAPITAL SANTE : 1 525 € par accident

Au-delà des prestations de base définies ci-dessus, l'assuré bénéficie d'un CAPITAL SANTE disponible en totalité à chaque accident. Si il a été entamé ou épuisé à l'occasion d'un premier accident, il se reconstruit en cas d'accident ultérieur. L'assuré pourra disposer de ce capital pour le remboursement, après intervention de ses régimes de prévoyance obligatoire et complémentaire, et sur justificatifs, de toutes les dépenses suivantes :

- Frais pharmaceutiques, médicaux ou chirurgicaux
- Prestations non nomenclaturées ou non remboursables par la Sécurité Sociale
- Lunettes et lentilles
- Dents facturées
- Prothèses déjà existantes nécessitant réparation ou remplacement
- En cas d'hospitalisation : réparation pour chambre particulière dans la limite des frais réels (les suppléments divers de confort personnel : téléphone, télévision, etc. ne sont pas pris en compte) / coût d'un parent accompagnant si le blessé est mineur, à concurrence des frais d'hébergement facturés par l'hôpital et des frais de trajet dans la limite de 0,25 € par km. / versement d'une indemnité journalière, non soumise à conditions de revenus, d'un montant de 15,24 € par jour, pendant la durée de l'hospitalisation et au maximum pendant 100 jours.
- Frais de transport des accidentés pour se rendre de leur domicile au lieu de leurs activités scolaires, universitaires, professionnelles, dans la limite de 0,25 € par km
- Frais d'ostéopathe prescrits et pratiqués par un médecin praticien.

Frais de premier transport	Frais réels	Frais de reconversion professionnelle	7 622,45 €
Frais de transport pour se rendre aux soins médicalement prescrits	Frais réels	Frais de remise à niveau scolaire	30,49 € par jour (maximum : 2 744 €) franchise 30 jours

INDEMNITES JOURNALIERES (journalières à conditions de revenus)	25 € par jour Franchise 21 jours (2 jours en cas d'hospitalisation) Durée d'indemnisation : 365 jours maximum
Bénéficiaires : Veuves // Seniors (mascullins et féminines) // U18 & U18 F à U20 et U20 F // Dépendants (les) // Artistes // Joueurs sélectionnés // Educateurs, Entraîneurs, Moniteurs // Licenciés ayant 16 ou 17 ans salariés ou en apprentissage	

(1) Les assurés ne bénéficiant pas d'un régime de Sécurité Sociale versent leurs remboursements limités au montant du ticket modérateur et/ou au montant du forfait journalier.

(2) En l'absence de stipulation expresse contraire de l'assuré, le capital décès est versé au conjoint non divorcé, non séparé de corps par jugement, à défaut par parts égales aux enfants nés ou à naître, à défaut au concubin notoire ou au partenaire lié à l'assuré par un pacte civil de solidarité, à défaut aux héritiers légaux, à défaut au Fonds National de Solidarité et d'Actions Mutualistes.

(3) Le barème sera appliqué en faisant abstraction du taux d'invalidité éventuellement préexistant dès lors que cette invalidité préexistante n'est pas la conséquence d'un accident pris en charge par la M.D.S. Seule la majoration du taux d'invalidité imputable à l'accident garanti sera prise en compte. Pour l'application de cette disposition cette majoration du taux est substituée au taux dans le barème annuel susvisé.

En revanche, dès lors qu'un assuré a déjà été indemnisé par la M.D.S. et qu'il fait l'objet d'une majoration de son taux d'invalidité déjà attribué, soit en cas d'accidents successifs, soit en cas d'aggravation de son état, le capital dû par la M.D.S. est égal à la différence entre le capital dû au titre du taux d'invalidité majoré et le capital déjà versé au titre du taux d'invalidité préexistant.

5 - EXCLUSIONS : • La pratique professionnelle de toutes activités sportives • Les accidents qui sont le fait volontaire de l'assuré ou du bénéficiaire en cas de décès • Les suicides volontaires et conscients ou tentatives de suicide • Les accidents occasionnés par guerre civile ou étrangère, insurrection, émeute, complot, mouvement populaire auxquels l'adhérent a pris une part active • Les accidents qui résultent de la participation de l'adhérent à des rixes, sauf en cas de légitime défense • Les suites d'accidents, d'infirmité ou de maladies dont la survenance est antérieure à la date d'adhésion de l'assuré • Les accidents résultant de l'usage d'alcool, de drogues ou de stupéfiants par l'assuré • Les accidents résultant des effets directs ou indirects d'explosion, d'irradiation, de engagement de chaleur provenant de la transmission de noyaux d'atome ou de la radioactivité.

6 - REGLEMENT DES PRESTATIONS - FORMALITES A REMPLIR EN CAS D'ACCIDENT

Règlement des frais de soins directs : • Il appartient à l'assuré d'adresser à la M.D.S. ses bordereaux de remboursement du régime obligatoire et le cas échéant de tout régime complémentaire. • Les assurés de la M.D.S. non affiliés à une caisse chirurgicale ou mutualiste, peuvent éviter, lorsqu'ils sont hospitalisés sur le territoire français, de faire l'avance du ticket modérateur et/ou du forfait journalier en lui faisant adresser par l'établissement hospitalier une demande de prise en charge rappelant les références du dossier concerné.

Formalités en cas d'invalidité : Dans les jours qui suivent la survenance de l'invalidité et au plus tard dans un délai de 90 jours, un certificat médical doit être transmis directement au médecin-conseil de la M.D.S. et doit préciser : le taux d'invalidité probable et la date de consolidation. Si l'assuré est affilié au régime général de la Sécurité Sociale (ou à un régime équivalent) classant son invalidité en 2ème ou 3ème catégorie au sens du Code de la Sécurité Sociale ; la nature exacte de l'affection ou des blessures, les antécédents éventuels et l'évolution probable de la pathologie dont souffre l'adhérent ; la date de première constatation de l'affection. La M.D.S. se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire qu'elle estime nécessaire et de faire expertiser l'assuré par un médecin expert de son choix. La reconnaissance de l'invalidité permanente suite à un accident survenu à l'étranger ne peut avoir qu'après le retour de l'assuré en France.

Formalités en cas de décès de l'assuré : Les pièces suivantes doivent être adressées à la M.D.S. : • un acte de décès de l'assuré, • un certificat médical indiquant la cause du décès, • une copie du rapport de police ou de gendarmes, le cas échéant, • une copie du livret de famille ou un extrait d'acte de naissance. La M.D.S. se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire qu'elle estime nécessaire.

RECLAMATIONS : En cas de désaccord sur l'application des garanties de la M.D.S., l'assuré peut présenter sa réclamation au Service Reclamations de la M.D.S. : ☎ 01.53.04.86.30 - ✉ 01.53.04.86.10 - 🌐 Reclamations@sgpmds.com - 📄 Mutuelle des Sportifs - Service Reclamations - 24 rue Louis David - 75782 Paris Cedex 16

3 / ASSISTANCE RAPATREMENT (Accord collectif 980A03 - garanties souscrites auprès de MUTUAIDE)

Les prestations garanties en cas d'accident ou de maladie graves sont notamment : • Le rapatriement ou le transport sanitaire. • La visite d'un membre de la famille en cas d'hospitalisation supérieure à 10 jours à l'étranger. • La prise en charge des frais médicaux, en complément des versements effectués par les organismes de protection sociale, à concurrence de 5 335,72 €, déduction faite d'une franchise de 15,24 Euros par dossier. • Organisation et prise en charge du retour préliminaire de l'assuré en déplacement à l'étranger dans le cadre des activités garanties en cas de décès en France du conjoint (ou concubin), d'un ascendant au premier degré ou descendant au premier degré. • Le rapatriement, le transport du corps en cas de décès et la prise en charge des frais de cercueil à hauteur de 457,35 €. • Frais de recherche et/ou de secours en mer, lac et rivière, sur terre, en montagne...

En cas d'accident : Téléphone 01.45.16.65.70 / Fax 01.45.16.63.92 / Mail : assistance@mutuaide.fr Attention : aucune prestation d'assistance ne pourra être prise en charge sans l'accord préalable de MUTUAIDE

✗ Déposer suivant le modèle :

DEMANDE D'ADHESION SPORTMUT FOOT CENTRE-VAL DE LOIRE à retourner à la MDS, 24 rue Louis David 75782 PARIS Cedex 16, accompagné du règlement.

Assuré M. Mme Mlle (l'adhérent est toujours l'assuré)

Nom : _____ Nom de Jeune File : _____ Prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Téléphone : _____

Date de naissance : _____ Profession (nature exacte) : _____

Club d'appartenance : _____ affiliation du club à la Ligue : _____

Je déclare être licencié en tant que : Joueur Educateur Fédéral Moniteur Entraîneur Arbitre Digne non pratiquant **OPTION CHOISIE : N° _____**

Désignation du bénéficiaire en cas de décès de l'assuré :
 Mon conjoint non divorcé, non séparé de corps par jugement, à défaut par parts égales mes enfants nés ou à naître, à défaut mon concubin notoire ou mon partenaire lié par un pacte civil de solidarité, à défaut mes héritiers légaux, à défaut le Fonds National de Solidarité et d'Actions Mutualistes.
 Autres dispositions : _____

Je certifie sur l'honneur ne pas être atteint(e) d'une infirmité ou d'un handicap. Au cas contraire prendre contact avec la M.D.S. Je suis informé(e) que les renseignements contenus dans ce formulaire peuvent faire l'objet d'un traitement informatique et que je possède un droit d'accès et de rectification (Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés). Ce droit peut être exercé à l'adresse de la M.D.S.

Fait à _____ le _____

Signature (précédée de la mention « lu et approuvé »)



QUESTIONNAIRE DE SANTÉ « QS-SPORT » PRÉALABLE À LA DEMANDE DE LICENCE (Changement de club ou renouvellement)

Ce questionnaire de santé permet de savoir si vous devez fournir un certificat médical pour demander votre licence au sein de la Fédération Française de Football selon les règles énoncées à l'article 70 des Règlements Généraux de la F.F.F.

SI VOUS AVIEZ FOURNI UN CERTIFICAT MÉDICAL EN SAISON 2018/2019 OU 2019/2020,
répondez aux questions suivantes par **OUI** ou par **NON**.

DURANT LES 12 DERNIERS MOIS :	OUI	NON
1 Un membre de votre famille est-il décédé subitement d'une cause cardiaque ou inexpliquée ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2 Avez-vous ressenti une douleur dans la poitrine, des palpitations, un essoufflement inhabituel ou un malaise ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3 Avez-vous eu un épisode de respiration sifflante (asthme) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4 Avez-vous eu une perte de connaissance ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5 Si vous avez arrêté le sport pendant 30 jours ou plus pour des raisons de santé, avez-vous repris sans l'accord d'un médecin ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6 Avez-vous débuté un traitement médical de longue durée (hors contraception et désensibilisation aux allergies) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
À CE JOUR :	OUI	NON
7 Ressentez-vous une douleur, un manque de force ou une raideur suite à un problème osseux, articulaire ou musculaire (fracture, entorse, luxation, déchirure, tendinite, etc.) survenue durant les 12 derniers mois ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8 Votre pratique sportive est-elle interrompue pour des raisons de santé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9 Pensez-vous avoir besoin d'un avis médical pour poursuivre votre pratique sportive ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

NB : les réponses formulées relèvent de la seule responsabilité du licencié.

SI VOUS AVEZ RÉPONDU NON À TOUTES LES QUESTIONS :

Pas de certificat médical à fournir.

Simplement attestez, selon les modalités prévues par la F.F.F., sur votre demande de licence (en ligne ou papier), avoir répondu NON à toutes les questions lors de la demande de licence.

SI VOUS AVEZ RÉPONDU OUI À UNE OU PLUSIEURS QUESTIONS :

Certificat médical à fournir.

Consultez un médecin et présentez-lui ce questionnaire renseigné.



CERTIFICAT MÉDICAL – SAISON 2020/2021 JOUEUR(SE) / DIRIGEANT(E)

Date de l'examen :/...../.....⁽¹⁾

Je soussigné, Dr⁽¹⁾ certifie que le
bénéficiaire, identifié ci-dessous,

POUR LES JOUEURS(SES) :

- Ne présente aucune contre-indication apparente à la pratique du football en compétition,
- Est également apte à la pratique dans des compétitions de la catégorie d'âge immédiatement supérieure⁽²⁾.

POUR LES DIRIGEANTS(ES) :

- Ne présente aucune contre-indication apparente à l'arbitrage occasionnel.

Bénéficiaire (nom, prénom) :⁽¹⁾

Signature et cachet^{(1) (3)}

⁽¹⁾ Obligatoire

⁽²⁾ Rayer en cas de non aptitude

⁽³⁾ Le cachet doit être lisible en totalité (encre noire souhaitée)